

Dispute pour le pouvoir au sommet

Par Julio C. Gambina

Il y a une crise politique importante au sommet pour régler la direction du bloc au pouvoir tandis que la dynamique populaire construit une résistance à l'offensive d'austérité du gouvernement de Milei et de ses alliés, au-delà des conflits.

Le bloc du pouvoir est réorganisé dans le contexte de la crise capitaliste. Le ralentissement avec la perspective d'une récession mondiale a sa spécificité locale en raison de la politique d'austérité de Milei.

L'inflation délibérément élevée par la dévaluation à la source du gouvernement (dollar de 400 à 800 pesos) plus la libéralisation des prix contribue à générer la peur parmi la population appauvrie et à accepter, pour l'instant, les restrictions d'un ajustement brutal des revenus populaires. À l'inflation s'ajoute la récession qui a un impact sur le chômage, une baisse de l'activité économique et de la consommation. Plus de peur et de conditions pour exacerber l'ajustement et les restructurations régressives.

La confrontation entre le gouverneur de Chubut et le président est une discussion au sein du gouvernement, ce n'est pas seulement une question politique entre l'aile droite de la LLA ou du PRO, mais aussi des intérêts qui se cachent derrière les étiquettes politiques. Un conflit qui entraîne les secteurs sociaux derrière des projets étrangers et régressifs, sous la bannière de la souveraineté des provinces, restaurée par la réforme constitutionnelle de 1994, produit du pacte PJ-UCR.

Les compagnies pétrolières ont décidé de ne pas poursuivre leurs investissements dans les hydrocarbures conventionnels, base de la production et de l'exportation de Chubut, et se sont orientées vers la nouvelle Mecque des profits à Neuquén et le gisement de Vaca Muerta. L'objectif est de renforcer le biais d'exportation primaire du modèle d'accumulation hégémonique dans le pays. Le profit et son accumulation priment dans les décisions du capital.

Milei sait que son succès réside dans un discours critique de la politique traditionnelle et c'est pourquoi il insiste sur le fait que le problème est celui des castes. Qu'est-ce que la caste ? Tout ce qui entrave l'objectif d'une libéralisation extrême, en faveur de la propriété privée et de la liberté du marché, c'est-à-dire des investisseurs privés.

C'était l'axe de sa campagne, de son discours d'investiture et réitéré dans chaque interview et possibilité de communication ; à Davos au WEF et récemment au sommet de l'action politique conservatrice aux États-Unis, étreignant et s'engageant avec Donald Trump.

Milei joue tout ou rien, elle ne sait pas agir différemment. Il reconnaît l'absence d'un parti et d'un pouvoir institutionnel ou territorial, il oblige donc la machine à hégémoniser la reconversion réactionnaire du capitalisme local, au-delà des bureaucraties de droite, dans les partis ou dans les médias.

Jusqu'à présent, cela semble fonctionner et laisse sans voix ses alliés, qu'il veut subordonner, comme il l'a déjà fait avec ceux qui ont été cooptés dans son administration, comme dans le cas du ticket présidentiel de Cambiemos, ou des hauts fonctionnaires du Frente de Todos.

Bloc populaire

Le problème est dans la société et dans un consensus politique au-delà des votes gagnés en août, octobre ou novembre 2023. Le mouvement populaire a développé diverses initiatives d'affrontement, depuis le début du gouvernement Milei, avec la grève nationale et la mobilisation de 24E et la multiplicité des journées de luttes qui ont suivi depuis lors les conflits syndicaux déclenchés dans le présent, des enseignants, des travailleurs de l'État, des dockers, entre autres. Mais aussi dans les assemblées intersyndicales, multisectorielles, de quartier et diverses formes d'articulation pour stopper l'ajustement et les réformes structurelles régressives en matière de travail, de sécurité sociale ou de privatisations.

Ce qu'il faut reconnaître, c'est que, tout comme dans le bloc du pouvoir il y a un débat politique sur qui dirige et en ce sens, Milei pousse l'initiative idéologique politique à son paroxysme, dans le mouvement populaire, il y a une absence d'alternative politique.

Il y a différents projets politiques dans ce regroupement du mouvement populaire et il agit à partir du péronisme et de ses différentes fractions (en ce sens il y a le document de Cristina Fernández), ainsi qu'à gauche, qui implique les partis avec une représentation institutionnelle et un large éventail de constructions politiques qui s'articulent avec eux, avec des différences et des nuances et la volonté de construire une nouvelle identité de gauche pour la lutte pour le pouvoir. même avec la volonté d'élargir la participation institutionnelle. L'éventail de la gauche s'inscrit dans les mouvements sociaux, syndicaux, territoriaux, culturels et intellectuels, dans un large spectre de perspectives anticapitalistes, traversé par les féminismes populaires et l'écologisme dans sa diversité, en particulier ceux qui luttent contre le régime du capital et sa logique de pillage.

Regroupements dans la lutte pour le pouvoir

Ce sont des temps de défis politiques dans la restructuration des blocs qui se disputent le pouvoir.

D'en haut, il est clair qui sont les sujets qui donnent un nom à la discussion pour l'hégémonie.

La question d'en bas est en suspens, qui se définit dans la dynamique de l'organisation et de la lutte du peuple, ainsi que dans la critique du capitalisme actuel et de l'orientation d'une stratégie de puissance contre le régime du capital, une absence d'époque dans le stade actuel du capitalisme.

Buenos Aires, le 26 février 2024

--

Julio C. Gambina
Président de la Fondation pour la Recherche Sociale et Politique,
FISYPMontevideo 31, 2ème étage CP 1019ABA. Ville de Buenos Aires.
Téléphone : (54 11) 4551 6869 / 4381 5574

Whatsapp mobile : +54 9 11 5502 0283
visitez mon blog www.juliogambina.blogspot.com /face - twitter - instagram